



à l'attention de Monsieur Medvedev, Président de la Fédération de Russie

Monsieur le Président,

En tant que citoyen-ne français-e, je suis très inquiet-e de l'aggravation des violations des droits humains en Fédération de Russie ces dernières années : meurtres de défenseurs des droits humains, montée du racisme, arrestations arbitraires, actes de torture et disparitions forcées dans la région du Caucase du Nord. En votre qualité de Président, je vous demande de garantir le respect de l'état de droit en prenant des mesures concrètes :

En faveur des défenseurs des droits humains : réformer la loi 2006 sur les ONG de façon à ce que celles-ci puissent travailler en toute sécurité en préservant leur liberté et leur indépendance ; enquêter de manière approfondie sur les atteintes aux droits humains perpétrées contre les représentants de la société civile et assurer leur protection.

Contre le racisme : sensibiliser la population russe à la lutte contre le racisme et la xénophobie et protéger les minorités ethniques victimes potentielles de crimes racistes et ceux qui luttent en leur faveur ; mettre fin à l'impunité dont bénéficient les auteurs de crimes racistes et cesser de qualifier ces crimes de « hooliganisme. »

Contre la torture : ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention de l'ONU contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; fermer tous les centres de détention illégaux du Caucase du Nord, notamment ceux situés en Tchétchénie comme les centres de Tsenteroi et ceux dirigés par l'ORB-2 à Grozny.

Contre les disparitions forcées : ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ; veiller à ce que tous les charniers exhumés soient examinés par des experts médico-légaux en créant un service d'autopsie au sein du service médico-légal de Grozny en Tchétchénie.

Auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) : se conformer aux décisions de la CEDH en respectant l'article 46 de la Convention européenne des droits de l'homme qui donne force obligatoire aux décisions de la Cour.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma très haute considération.

N°	Nom	Adresse	Signature
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			